

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2023/206794]

23. NOVEMBER 2023 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Dezember 2016 zur Bestellung von Rechnungspflichtigen für die Dienste mit getrennter Geschäftsführung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 25 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 15. Juni 2011 zur Ausführung des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 22. Dezember 2016 zur Bestellung von Rechnungspflichtigen für die Dienste mit getrennter Geschäftsführung;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für Finanzen und Haushalt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 22. Dezember 2016 zur Bestellung von Rechnungspflichtigen für die Dienste mit getrennter Geschäftsführung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 2. März 2023, werden folgende Nummern 9 und 10 eingefügt:

„9. für den Dienst mit getrennter Geschäftsführung „Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben“: Frau Carmen Pop;

10. für den Dienst mit getrennter Geschäftsführung „Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft“: Frau Josette Bissot.“

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2024 in Kraft.

Er wird den Betroffenen zugestellt und eine Abschrift wird dem Rechnungshof zur Information übermittelt.

Art. 3. Der Ministerpräsident, zuständig für Finanzen und Haushalt, der für Soziales zuständige Minister sowie der für Beschäftigung zuständige Minister sind, jeder in seinem Zuständigkeitsbereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 23. November 2023

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen
A. ANTONIADIS

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/200163]

30 NOVEMBRE 2023. — Décret portant création d'un Passeport Entreprise déterminant la qualification des entreprises (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1^o " l'entreprise " : toute personne physique ou morale, indépendamment de sa forme juridique, qui répond à la notion d'entreprise telle que définie à l'article I.1, 1^o, du Code de droit économique, qui dispose d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises et qui, à la date d'introduction d'une demande de délivrance d'un Passeport Entreprise et durant la validité de celui-ci, dispose d'une unité d'établissement en Région wallonne au sens de l'article I.2, 16^o, du Code de droit économique;

2° " le numéro d'entreprise " : le numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises attribué à une entreprise en exécution de l'article III.17 du Code de droit économique;

3° " le gestionnaire " : le service désigné par le Gouvernement au sein du Service public de Wallonie qui gère la plateforme, la base de données interne du gestionnaire et la base de données Passeport Entreprise et qui délivre les Passeports Entreprise conformément au présent décret et ses arrêtés d'exécution;

4° " le Passeport Entreprise " : l'attestation émise par le gestionnaire sous forme électronique, qui démontre la qualification de l'entreprise conformément aux règles européennes relatives à la qualification des entreprises;

5° " la base de données Passeport Entreprise " : la base de données qui comprend les données du Passeport Entreprise délivré par le gestionnaire;

6° " la base de données interne du gestionnaire " : la base de données tenue par le gestionnaire afin de pouvoir délivrer et renouveler le Passeport Entreprise ainsi que pour vérifier sa validité;

7° " la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale " : la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale visée par la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale;

8° " la Banque-Carrefour des Entreprises " : la Banque-Carrefour des Entreprises visée à l'article I.2, 1°, du Code de droit économique;

9° " la Banque Nationale de Belgique " : la Banque Nationale de Belgique instituée par la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique;

10° " le Registre National " : le Registre national des personnes physiques visées à l'article 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;

11° " le formulaire " : tout document, quel qu'en soit le support, utilisé dans le cadre d'une procédure administrative et qui permet à un utilisateur interne ou externe d'adresser une demande d'aide à un service du Service public de Wallonie ou à une autorité publique ou d'échanger des informations avec ceux-ci;

12° " l'autorité publique " :

a) les unités d'administration publique qui dépendent de la Région wallonne;

b) les communes, les provinces et autres collectivités territoriales régies par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

c) les organismes qui dépendent directement des institutions visées aux a) ou b);

d) les entités, quelles que soient leur forme et leur nature, qui ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général, et dont soit l'activité est financée majoritairement par les autorités publiques ou organismes mentionnés au a), b) ou c), soit la gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par ces autorités ou organismes;

e) les associations formées par une ou plusieurs autorités publiques visées au a), b), c) ou d);

13° " la plateforme " : l'application web sécurisée et accessible gérée par le gestionnaire selon les modalités contenues dans le présent décret et les arrêtés du Gouvernement pris en exécution du présent décret et dédiée à la gestion de la base de données interne du gestionnaire, à la gestion de la base de données Passeport Entreprise, et aux interactions avec les utilisateurs de ces bases de données et avec les entreprises;

14° " les règles européennes relatives à la qualification des entreprises " : les règles établies par les articles 2 et 3 de l'annexe du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité et la Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ainsi que l'ensemble des réglementations et recommandations adoptées par les institutions de l'Union européenne au titre des dispositions prévues aux articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et relatives à la qualification des entreprises par rapport à leur taille;

15° " la qualification de l'entreprise " : la qualification d'une entreprise comme micro, petite, moyenne ou grande entreprise, conformément aux règles européennes relatives à la qualification des entreprises;

16° " le Règlement général sur la protection des données " : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

CHAPITRE 2. — Délivrance du Passeport Entreprise et création de la base de données Passeport Entreprise

Art. 2. Le gestionnaire désigné au sein du Service public de Wallonie par le Gouvernement vérifie la qualification d'une entreprise qui en fait la demande en application des règles européennes relatives à la qualification des entreprises conformément au présent décret et à ses arrêtés d'exécution. Le gestionnaire se base sur les données visées à l'article 9 et reprises dans la base de données interne du gestionnaire instituée au chapitre 3 du présent décret. Le gestionnaire délivre le Passeport Entreprise.

Art. 3. Le Passeport Entreprise simplifie et allège les démarches administratives des entreprises auprès des différents services du Service public de Wallonie lorsque celles-ci impliquent la vérification de leur qualification en application des règles européennes relatives à la qualification des entreprises.

La délivrance du Passeport Entreprise par le gestionnaire à une entreprise permet d'effectuer une seule fois la vérification requise durant la durée de validité dudit Passeport Entreprise, sous réserve de la modification de la situation de l'entreprise, comme indiqué à l'article 10, § 2.

Art. 4. Lorsqu'une entreprise dispose d'un Passeport Entreprise, les services du Gouvernement s'y réfèrent afin de déterminer la qualification de l'entreprise.

Art. 5. Le Gouvernement précise les conditions et les modalités de délivrance et de renouvellement du Passeport Entreprise, ainsi que la durée de validité du Passeport Entreprise et les modalités de consultation de la base de données Passeport Entreprise par les services du Service public de Wallonie.

Art. 6. Le Passeport Entreprise reprend les informations suivantes :

1° le numéro d'enregistrement de l'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises;

2° la dénomination sociale de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une personne morale;

- 3° le nom et prénom de l'entreprise s'il s'agit d'une personne physique;
- 4° la qualification de l'entreprise;
- 5° la date de délivrance du Passeport Entreprise;
- 6° la date de renouvellement du Passeport Entreprise;
- 7° la date d'expiration du Passeport Entreprise.

Art. 7. L'autorité publique qui accorde des aides aux entreprises et qui, pour ce faire, vérifie la qualification de l'entreprise concernée, peut obtenir un accès à la base de données Passeport Entreprise dans le but de vérifier la qualification de l'entreprise concernée.

Le Gouvernement précise les conditions et les modalités de consultation de la base de données Passeport Entreprise par l'autorité publique visée à l'alinéa 1^{er}, les modalités de collaboration avec celle-ci, ainsi que les conditions et modalités d'accès à la base de données Passeport Entreprise par celle-ci.

CHAPITRE 3. — Base de données interne du gestionnaire

Art. 8. Le gestionnaire tient à jour la base de données interne du gestionnaire qui comprend l'intégralité des informations nécessaires aux fins suivantes :

- 1° collecter, traiter et conserver les informations nécessaires à la qualification de l'entreprise qui sollicite un Passeport Entreprise;
- 2° délivrer un Passeport Entreprise;
- 3° vérifier à tout moment la validité des informations reprises dans le Passeport Entreprise conformément aux articles 9, § 4, et 10, § 1^{er};
- 4° mettre à jour les données relatives à l'entreprise et, le cas échéant, le Passeport Entreprise conformément à l'article 10, § 1^{er} et 2;
- 5° procéder au renouvellement du Passeport Entreprise.

Art. 9. § 1^{er}. Le gestionnaire collecte les données nécessaires à sa mission auprès de l'entreprise concernée via un formulaire disponible sur la plateforme, ainsi qu'auprès des sources d'informations publiques officielles.

§ 2. Le gestionnaire peut collecter les données nécessaires à sa mission auprès des sources authentiques suivantes :

- 1° la Banque-Carrefour des Entreprises en ce qui concerne les données d'identification, de contact et de renseignement sur l'activité de l'entreprise;
- 2° la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale en ce qui concerne les données relatives au nombre d'équivalents temps plein actifs au sein de l'entreprise;
- 3° la Banque Nationale de Belgique en ce qui concerne les données bilantaires, soit les données reprises dans les documents publiés par la Banque Nationale de Belgique conformément à l'article 3: 75 de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations;
- 4° le Service public fédéral Finances en ce qui concerne les données fiscales de l'entreprise, en ce compris les déclarations auprès des impôts directs;
- 5° le Registre National et les registres de la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale, en ce qui concerne les données suivantes :

a) le numéro d'identification du Registre national visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, le numéro d'identification de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale visé à l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale;

- b) les noms et prénoms des personnes concernées;
- c) la résidence principale des personnes concernées;
- d) le cas échéant, la date de décès des personnes concernées;
- e) l'état civil des personnes concernées, en ce compris les informations concernant la cohabitation légale;
- f) la composition de ménage à partir d'une personne identifiée.

Le gestionnaire est autorisé à utiliser le numéro d'identification du Registre national et le numéro d'identification des registres de la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale et à prendre copie sur papier ou support électronique des informations consultées dans lesdits registres.

Le Gouvernement peut préciser les données collectées mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Après réception du formulaire complété par l'entreprise, le gestionnaire peut demander à l'entreprise toute information complémentaire qui n'a pas été transmise en application du paragraphe 2 et qui est nécessaire au contrôle de la qualification de l'entreprise.

§ 4. Le gestionnaire vérifie la validité des données collectées et les enregistre dans la base de données interne du gestionnaire.

Art. 10. § 1^{er}. Le gestionnaire conserve, gère et contrôle la qualité des données contenues dans la base de données interne du gestionnaire et les met à jour.

Seul le gestionnaire a accès à, et peut utiliser, la base de données interne du gestionnaire, et ce uniquement pour remplir les tâches qui lui reviennent conformément au présent décret et à ses arrêtés d'exécution.

L'entreprise qui dispose d'un Passeport Entreprise peut consulter les données qui la concerne et qui sont enregistrées dans la base de données interne du gestionnaire.

§ 2. Durant toute la durée de validité de son Passeport Entreprise, l'entreprise informe le gestionnaire de toute modification de sa situation lorsque celle-ci est susceptible d'affecter la qualification de l'entreprise ainsi que de toute autre donnée reprise dans son Passeport Entreprise.

Selon les modalités déterminées par le Gouvernement, lorsque le gestionnaire est informé d'une telle modification ou qu'il la découvre, il prend les mesures appropriées pour modifier, confirmer, compléter, corriger ou clarifier les données relatives à l'entreprise et l'informe de tout changement qui en découle, concernant les informations du Passeport Entreprise, sa validité ou son renouvellement.

Art. 11. Une entreprise peut entamer toute démarche ou remplir toute formalité prévue au présent décret par le biais d'un mandataire qu'elle mandate expressément à cet effet.

CHAPITRE 4. — *Traitement de données à caractère personnel*

Art. 12. Les données à caractère personnel traitées en vue de l'obtention du Passeport Entreprise sont les données visées à l'article 9 et qui concernent l'entreprise visée, les entreprises qui y sont liées ou partenaires au sens des règles européennes relatives à la qualification des entreprises, leurs gérants et leurs actionnaires, lorsque ces personnes sont des personnes physiques identifiées ou identifiables.

Le Gouvernement peut modifier la liste des catégories des personnes concernées en cas de modification des règles européennes relatives à la qualification des entreprises.

Art. 13. Chaque entreprise est responsable, au sens du Règlement général sur la protection des données, des traitements de données à caractère personnel qu'elle effectue, en ce compris de la communication de ces données au gestionnaire, dans le cadre des démarches relatives à son Passeport Entreprise.

Avant d'effectuer une démarche relative à son Passeport Entreprise, l'entreprise informe les personnes physiques dont les données à caractère personnel seront traitées dans le cadre de cette démarche et de la procédure administrative correspondante, conformément aux articles 12 à 15 du Règlement général sur la protection des données.

Art. 14. Le gestionnaire est responsable, au sens du Règlement général sur la protection des données, des traitements de données à caractère personnel effectués dans le cadre de la gestion de la base de données Passeport Entreprise et de la base de données interne du gestionnaire, ainsi que de leur utilisation.

Le traitement de ces données par le gestionnaire est nécessaire à l'exécution de la mission d'intérêt public qui lui est confiée dans le cadre du présent décret, au sens de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, e), du Règlement général sur la protection des données.

Lorsque des données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, le gestionnaire informe, par mail automatique via la plateforme, ces personnes concernées conformément aux articles 12 et 13 du Règlement général sur la protection des données.

Lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée, celle-ci reçoit les informations prévues à l'article 14, §§ 1^{er} et 2, du Règlement général sur la protection des données par l'intermédiaire de l'entreprise qui a communiqué ces données à caractère personnel au gestionnaire dans le cadre des démarches visées à l'article 13, alinéa 2. L'article 14, § 5, a), du Règlement général sur la protection des données est d'application dans ce cas.

Art. 15. Le gestionnaire veille à sécuriser la plateforme, la base de données interne au gestionnaire et la base de données Passeport Entreprise, et à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées et nécessaires, afin de respecter l'article 5, § 1^{er}, f), du Règlement général sur la protection des données.

Art. 16. Le gestionnaire conserve les données à caractère personnel figurant dans la base de données interne du gestionnaire et dans la base de données Passeport Entreprise pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles ces données sont enregistrées, et pour un délai maximal de dix ans à dater de l'expiration du dernier Passeport Entreprise valide auxquelles ces données sont liées.

Sous réserve de l'application d'autres législations, le gestionnaire efface les données à caractère personnel à l'issue de cette période de conservation.

Les délais prévus à l'alinéa 1^{er} sont suspendus en cas d'action judiciaire ou administrative mettant en cause la Région wallonne et concernant des données traitées par le gestionnaire, et ce jusqu'à ce que les voies de recours soient éteintes.

Art. 17. Le gestionnaire et chacun de ses fonctionnaires qui participent à la collecte, à la consultation, à la communication, à l'utilisation ou à tout autre traitement de données personnelles reprises ou amenées à figurer dans les formulaires, la plateforme, la base de données interne du gestionnaire et dans la base de données Passeport Entreprise, conservent le caractère confidentiel de ces données et sont tenus de garder, en dehors de l'exercice de leurs fonctions, le secret le plus absolu au sujet de celles-ci.

CHAPITRE 5. — *Disposition abrogatoire*

Art. 18. La section 3 du CHAPITRE 1^{er} comportant l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, est abrogée.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 19. Sans modifier la portée générale des dispositions du présent décret, le Gouvernement est habilité à adapter le présent décret pour assurer sa conformité aux règles européennes sur la qualification des entreprises à la suite d'une modification de celles-ci.

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 novembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1459 (2023-2024) N^{os} 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 29 novembre 2023

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/200163]

30. NOVEMBER 2023 — Erlass zur Einführung eines Unternehmenspasses zur Bestimmung
der Einstufung von Unternehmen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse gelten folgende Definitionen:

1° "das Unternehmen": jede natürliche oder juristische Person, unabhängig von ihrer Rechtsform, die dem Begriff des Unternehmens gemäß der Definition in Artikel I.1, 1°, des Wirtschaftsgesetzbuches entspricht, die über eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen verfügt und die zum Zeitpunkt der Einreichung eines Antrags auf Ausstellung eines Unternehmenspasses und während der Gültigkeit desselben über eine Niederlassungseinheit in der Wallonischen Region im Sinne von Artikel I.2, 16°, des Wirtschaftsgesetzbuches verfügt;

2° "die Unternehmensnummer": die Erkennungsnummer bei der Wirtschaftsgesetzbuches, die einem Unternehmen in Ausführung von Artikel III.17 des Wirtschaftsgesetzbuches zugeteilt wird;

3° "der Verwalter": die von der Regierung bestimmte Dienststelle innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die die Plattform, die interne Datenbank des Verwalters und die Datenbank "Unternehmenspass" verwaltet und die Unternehmenspässe gemäß dem vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen ausstellt;

4° "der Unternehmenspass": die vom Verwalter in elektronischer Form ausgestellte Bescheinigung, durch die die Einstufung des Unternehmens gemäß den europäischen Vorschriften über die Einstufung von Unternehmen nachgewiesen wird;

5° "die Datenbank "Unternehmenspass"": die Datenbank, die die Daten des vom Verwalter ausgestellten Unternehmenspasses enthält;

6° "die interne Datenbank des Verwalters": die vom Verwalter geführte Datenbank, um den Unternehmenspass ausstellen und erneuern zu können sowie seine Gültigkeit zu überprüfen;

7° "die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit": die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit, gemäß dem Gesetz vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit;

8° "die Zentrale Datenbank der Unternehmen": die Zentrale Datenbank der Unternehmen gemäß Artikel I.2, 1°, des Wirtschaftsgesetzbuches;

9° "die Belgische Nationalbank": die Belgische Nationalbank, die durch das Gesetz vom 22. Februar 1998 zur Festlegung des Grundlagenstatuts der Belgischen Nationalbank eingerichtet wurde;

10° "das Nationalregister": das Nationalregister der natürlichen Personen, gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen;

11° "das Formular": jedes Dokument, unabhängig vom Träger, das im Rahmen eines Verwaltungsverfahrens verwendet wird und das es einem internen oder externen Benutzer ermöglicht, ein Hilfeersuchen an eine Dienststelle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder an eine Behörde zu richten oder mit diesen Informationen auszutauschen;

12° "die öffentliche Behörde":

a) Einheiten der öffentlichen Verwaltung, die der Wallonischen Region unterstehen;

b) Gemeinden, Provinzen und andere Gebietskörperschaften, die dem Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung unterliegen;

c) Einrichtungen, die direkt von den unter Buchstabe a oder b genannten Institutionen abhängen;

d) *d*) Einheiten gleich welcher Art und Form, die zu dem besonderen Zweck gegründet wurden, im Allgemeininteresse liegende Aufgaben zu erfüllen, und deren Tätigkeit überwiegend von den unter Buchstabe a, b oder c genannten Behörden oder Einrichtungen finanziert wird, deren Leitung der Aufsicht durch diese Behörden oder Einrichtungen unterliegt oder bei denen mehr als die Hälfte der Mitglieder des Verwaltungs-, Leitungs- oder Aufsichtsorgans von diesen Behörden oder Einrichtungen bestimmt wird;

e) *e*) Vereinigungen, die von einer oder mehreren der unter Buchstabe a, b, c oder d genannten Behörden gebildet werden;

13° "die Plattform": die gesicherte und zugängliche Webanwendung, die vom Verwalter gemäß den im vorliegenden Dekret und den in Ausführung des vorliegenden Dekrets erlassenen Erlässen der Wallonischen Regierung enthaltenen Modalitäten verwaltet wird und der Verwaltung der internen Datenbank des Verwalters, der Verwaltung der Datenbank "Unternehmenspass" und der Interaktion mit den Nutzern dieser Datenbanken und mit den Unternehmen gewidmet ist;

14° "die europäischen Regeln für die Einstufung von Unternehmen": Die Regeln, die in den Artikeln 2 und 3 des Anhangs der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der Empfehlung der Kommission vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen festgelegt sind, sowie alle von den Organen der Europäischen Union nach den Bestimmungen der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union angenommenen Verordnungen und Empfehlungen, die sich auf die Einstufung von Unternehmen nach ihrer Größe beziehen;

15° "Einstufung des Unternehmens": die Einstufung eines Unternehmens als Kleinstunternehmen, kleines, mittleres oder großes Unternehmen gemäß den europäischen Vorschriften über die Einstufung von Unternehmen;

16° "Datenschutz-Grundverordnung": die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung).

KAPITEL 2 — Ausstellung des Unternehmenspasses und Einrichtung der Datenbank "Unternehmenspass"

Art. 2 - Der innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie von der Regierung bestimmte Verwalter überprüft die Einstufung eines Unternehmens, das dies in Anwendung der europäischen Vorschriften über die Einstufung von Unternehmen gemäß dem vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen beantragt. Der Verwalter stützt sich auf die in Artikel 9 genannten und in die in Kapitel 3 des vorliegenden Dekrets eingerichtete interne Datenbank des Verwalters aufgenommenen Daten. Der Verwalter stellt den Unternehmenspass aus.

Art. 3 - Der Unternehmenspass vereinfacht und erleichtert die Verwaltungsverfahren der Unternehmen bei den verschiedenen Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, wenn diese die Überprüfung ihrer Einstufung in Anwendung der europäischen Vorschriften über die Einstufung von Unternehmen beinhalten.

Die Ausstellung des Unternehmenspasses durch den Verwalter an ein Unternehmen ermöglicht die einmalige Durchführung der erforderlichen Überprüfung während der Gültigkeitsdauer des besagten Unternehmenspasses, vorbehaltlich der Änderung der Situation des Unternehmens, wie in Artikel 10 § 2 beschrieben.

Art. 4 - Wenn ein Unternehmen über einen Unternehmenspass verfügt, beziehen sich die Dienststellen der Regierung auf diesen Pass, um die Einstufung des Unternehmens zu bestimmen.

Art. 5 - Die Regierung legt die Bedingungen und Modalitäten für die Ausstellung und Erneuerung des Unternehmenspasses sowie die Gültigkeitsdauer des Unternehmenspasses und die Modalitäten für die Abfrage der Datenbank "Unternehmenspass" durch die Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie fest.

Art. 6 - Der Unternehmenspass enthält folgende Informationen:

- 1° die Nummer der Eintragung des Unternehmens bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° die Bezeichnung des Unternehmens, wenn es sich um eine juristische Person handelt;
- 3° den Vor- und Nachnamen des Unternehmens, wenn es sich um eine natürliche Person handelt;
- 4° die Einstufung des Unternehmens;
- 5° das Datum der Ausstellung des Unternehmenspasses;
- 6° das Datum der Erneuerung des Unternehmenspasses;
- 7° Datum, an dem der Unternehmenspass abläuft.

Art. 7 - Die öffentliche Behörde, die Beihilfen an Unternehmen gewährt und die zu diesem Zweck die Einstufung des betreffenden Unternehmens überprüft, kann zum Zweck der Überprüfung der Einstufung des betreffenden Unternehmens Zugang zur Datenbank "Unternehmenspass" erhalten.

Die Regierung legt die Bedingungen und Modalitäten für die Abfrage der Datenbank "Unternehmenspass" durch die in Absatz 1 genannte öffentliche Behörde, die Modalitäten für die Zusammenarbeit mit dieser Behörde sowie die Bedingungen und Modalitäten für den Zugriff auf die Datenbank "Unternehmenspass" durch diese Behörde fest.

KAPITEL 3 — Interne Datenbank des Verwalters

Art. 8 - Der Verwalter aktualisiert fortlaufend die interne Datenbank des Verwalters, die alle Informationen enthält, die für die folgenden Zwecke erforderlich sind:

- 1° die Informationen sammeln, verarbeiten und speichern, die für die Einstufung des Unternehmens, das einen Unternehmenspass beantragt, erforderlich sind;
- 2° einen Unternehmenspass auszustellen;
- 3° jederzeit die Gültigkeit der im Unternehmenspass enthaltenen Informationen gemäß Artikel 9 § 4 und Artikel 10 § 1 überprüfen;
- 4° die Angaben zum Unternehmen und gegebenenfalls den Unternehmenspass gemäß Artikel 10 § 1 und 2 aktualisieren;
- 5° die Erneuerung des Unternehmenspasses vornehmen.

Art. 9 - § 1. Der Verwalter sammelt die für seine Aufgabe notwendigen Daten von dem betreffenden Unternehmen über ein auf der Plattform verfügbares Formular sowie aus offiziellen öffentlichen Informationsquellen.

§ 2. Der Verwalter kann die für seine Aufgabe notwendigen Daten aus den folgenden authentischen Quellen sammeln:

1° die Zentrale Datenbank der Unternehmen in Bezug auf die Identifikations-, Kontakt- und Auskunftsdaten über die Tätigkeit des Unternehmens;

2° die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit in Bezug auf die Daten über die Anzahl der Vollzeitbeschäftigungsgleichwerte, die im Unternehmen tätig sind;

3° die Belgische Nationalbank in Bezug auf die Bilanzdaten, d. h. die Daten, die in den von der Belgischen Nationalbank gemäß Artikel 3: 75 des Königlichen Erlasses vom 29. April 2019 zur Ausführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen veröffentlichten Dokumenten enthalten sind;

4° der Föderale Öffentliche Dienst Finanzen in Bezug auf die Steuerdaten des Unternehmens, einschließlich der Erklärungen bei den direkten Steuern;

5° das Nationalregister und die Register der Zentralen Datenbank der Sozialen Sicherheit in Bezug auf die folgenden Daten:

a) die Erkennungsnummer des Nationalregisters gemäß Artikel 2 § 3 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen, die Erkennungsnummer der Zentralbank der Sozialen Sicherheit gemäß Artikel 4 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit;

b) die Namen und Vornamen der betroffenen Personen;

c) der Hauptwohnsitz der betroffenen Personen;

d) gegebenenfalls das Todesdatum der betroffenen Personen;

e) den Familienstand der betroffenen Personen, einschließlich Informationen über das gesetzliche Zusammenwohnen;

f) die Haushaltszusammensetzung anhand einer identifizierten Person.

Der Verwalter ist berechtigt, die Erkennungsnummer des Nationalregisters und die Erkennungsnummer der Register der Zentralen Datenbank der Sozialen Sicherheit zu verwenden und Kopien der in diesen Registern abgefragten Informationen auf Papier oder elektronischen Datenträgern anzufertigen.

Die Regierung ist befugt, die unter Absatz 1 erwähnten gesammelten Daten zu präzisieren.

§ 3. Nach Erhalt des vom Unternehmen ausgefüllten Formulars kann der Verwalter vom Unternehmen alle zusätzlichen Informationen anfordern, die nicht in Anwendung von Absatz 2 übermittelt wurden und die für die Kontrolle der Einstufung des Unternehmens erforderlich sind.

§ 4. Der Verwalter überprüft die Gültigkeit der gesammelten Daten und speichert sie in der internen Datenbank des Verwalters.

Art. 10 - § 1. Der Verwalter bewahrt, verwaltet und kontrolliert die Qualität der in der internen Datenbank des Verwalters enthaltenen Daten und aktualisiert diese.

Nur der Verwalter hat Zugang zur internen Datenbank des Verwalters und kann diese nutzen, und zwar ausschließlich zur Erfüllung der Aufgaben, die ihm gemäß dem vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen zustehen.

Das Unternehmen, das über einen Unternehmenspass verfügt, kann die es betreffenden Daten, die in der internen Datenbank des Verwalters gespeichert sind, einsehen.

§ 2. Während der gesamten Gültigkeitsdauer seines Unternehmenspasses informiert das Unternehmen den Verwalter über jede Änderung seiner Situation, wenn diese die Einstufung des Unternehmens beeinflussen kann, sowie über alle anderen in seinem Unternehmenspass enthaltenen Daten.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten ergreift der Verwalter, wenn er über eine solche Änderung informiert wird oder diese entdeckt, die geeigneten Maßnahmen, um die Angaben zum Unternehmen zu ändern, zu bestätigen, zu ergänzen, zu korrigieren oder zu klären, und informiert ihn über alle sich daraus ergebenden Änderungen, die die Angaben des Unternehmenspasses, seine Gültigkeit oder seine Erneuerung betreffen.

Art. 11 - Ein Unternehmen kann alle in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Schritte einleiten oder Formalitäten erfüllen, indem es einen Bevollmächtigten einsetzt, den es ausdrücklich zu diesem Zweck beauftragt.

KAPITEL 4 — *Verarbeitung personenbezogener Daten*

Art. 12 - Die personenbezogenen Daten, die im Hinblick auf den Erhalt des Unternehmenspasses verarbeitet werden, sind die in Artikel 9 genannten Daten, die sich auf das betreffende Unternehmen, die mit ihm verbundenen Unternehmen oder Partnerunternehmen im Sinne der europäischen Regeln über die Einstufung der Unternehmen, ihre Geschäftsführer und ihre Aktionäre beziehen, wenn diese Personen identifizierte oder identifizierbare natürliche Personen sind.

Die Regierung kann die Liste der Kategorien der betroffenen Personen im Falle einer Änderung der europäischen Regeln über die Einstufung der Unternehmen ändern.

Art. 13 - Jedes Unternehmen ist im Sinne der Allgemeinen Datenschutzverordnung für die Verarbeitung personenbezogener Daten verantwortlich, die es im Rahmen der Schritte im Zusammenhang mit seinem Unternehmenspass vornimmt, einschließlich für die Weitergabe dieser Daten an den Verwalter.

Vor der Durchführung eines Verfahrens im Zusammenhang mit seinem Unternehmenspass informiert das Unternehmen die natürlichen Personen, deren personenbezogene Daten im Rahmen dieses Verfahrens und des entsprechenden Verwaltungsverfahrens verarbeitet werden, gemäß den Artikeln 12 bis 15 der Allgemeinen Datenschutzverordnung.

Art. 14 - Der Verwalter ist im Sinne der Allgemeinen Datenschutzverordnung verantwortlich für die Verarbeitung personenbezogener Daten, die im Rahmen der Verwaltung der Datenbank "Unternehmenspass" und der internen Datenbank des Verwalters durchgeführt werden, sowie für deren Nutzung.

Die Verarbeitung dieser Daten durch den Verwalter ist für die Erfüllung der ihm im Rahmen des vorliegenden Dekrets übertragenen Aufgabe von öffentlichem Interesse im Sinne von Artikel 6 § 1 Absatz 1 Buchstabe e der Allgemeinen Datenschutzverordnung erforderlich.

Wenn personenbezogene Daten von der betroffenen Person erhoben werden, informiert der Verwalter diese betroffenen Personen gemäß Artikel 12 und 13 der Allgemeinen Datenschutzverordnung per automatisch erstellter E-Mail über die Plattform.

Wenn die personenbezogenen Daten nicht bei der betroffenen Person erhoben wurden, erhält diese die in Artikel 14 § 1 und 2 der Allgemeinen Datenschutzverordnung vorgesehenen Informationen über das Unternehmen, das diese personenbezogenen Daten im Rahmen der in Artikel 13 Absatz 2 genannten Schritte an den Verwalter weitergegeben hat. Artikel 14 § 5 Buchstabe a der Allgemeinen Datenschutzverordnung ist in diesem Fall anwendbar.

Art. 15 - Der Verwalter sorgt für die Sicherheit der Plattform, der internen Datenbank des Verwalters und der Datenbank "Unternehmenspass" und ergreift alle geeigneten und notwendigen technischen und organisatorischen Maßnahmen, um Artikel 5 § 1 Buchstabe f der Allgemeinen Datenschutzverordnung einzuhalten.

Art. 16 - Der Verwalter speichert personenbezogene Daten, die in der internen Datenbank des Verwalters und in der Datenbank "Unternehmenspass" enthalten sind, nicht länger, als es für die Zwecke, für die diese Daten gespeichert sind, erforderlich ist, und nicht länger als zehn Jahre nach Ablauf des letzten gültigen Unternehmenspasses, mit dem diese Daten verknüpft sind.

Vorbehaltlich der Anwendung anderer Rechtsvorschriften löscht der Verwalter die personenbezogenen Daten nach Ablauf dieser Aufbewahrungsfrist.

Die in Absatz 1 vorgesehenen Fristen werden im Falle eines Gerichts- oder Verwaltungsverfahrens, das die Wallonische Region involviert und vom Verwalter verarbeitete Daten betrifft, bis zur Erlöschung aller Rechtsmittel ausgesetzt.

Art. 17 - Der Verwalter und jeder seiner Beamten, die an der Erhebung, Abfrage, Weitergabe, Verwendung oder sonstigen Verarbeitung von personenbezogenen Daten beteiligt sind, die in den Formularen, der Plattform, der internen Datenbank des Verwalters und in der Datenbank "Unternehmenspass" enthalten sind oder enthalten sein können, behandeln diese Daten vertraulich und sind verpflichtet, außerhalb der Ausübung ihrer Pflichten über diese Daten strengstes Stillschweigen zu bewahren.

KAPITEL 5 — *Aufhebende Bestimmung*

Art. 18 - Abschnitt 3 von KAPITEL I, der Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio enthält, wird aufgehoben.

KAPITEL 6 — *Schlussbestimmungen*

Art. 19 - Ohne die allgemeine Tragweite der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets zu ändern, wird die Regierung ermächtigt, das vorliegende Dekret anzupassen, um seine Übereinstimmung mit den europäischen Vorschriften über die Einstufung von Unternehmen nach einer Änderung dieser Vorschriften zu gewährleisten.

Art. 20 - Das vorliegende Dekret tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Die Regierung kann ein früheres als das in Absatz 1 genannte Datum des Inkrafttretens festlegen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. November 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1459 (2023-2024) Nrn. 1 bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 29. November 2023.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/200163]

30 NOVEMBER 2023. — Decreet houdende oprichting van een ondernemingspaspoort tot bepaling van de kwalificatie van de ondernemingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° "de onderneming": elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, ongeacht zijn rechtsvorm, die voldoet aan het begrip onderneming in de zin van artikel I.1, 1°, van het Wetboek van economisch recht, die een ondernemingsnummer heeft bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en die, op de datum van indiening van een aanvraag tot aflevering van een ondernemingspaspoort en tijdens de geldigheidsduur ervan, een vestigingseenheid heeft in het Waals Gewest in de zin van artikel I.2, 16°, van het Wetboek van economisch recht

2° "het ondernemingsnummer": het identificatienummer dat door de Kruispuntbank van Ondernemingen aan een onderneming wordt toegekend overeenkomstig artikel III.17 van het Wetboek van Economisch Recht;

3° "de beheerder": de door de Regering aangewezen dienst binnen de Waalse Overheidsdienst die het platform, de interne databank van de beheerder en de databank van het ondernemingspaspoort beheert en die ondernemingspaspoorten uitdeeft overeenkomstig dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten;

4° "het ondernemingspaspoort": het door de beheerder in elektronische vorm afgeleverde attest dat de kwalificatie van de onderneming aantoont in overeenstemming met de Europese regels inzake de kwalificatie van ondernemingen

5° "de ondernemingspaspoortdatabank": de databank met de door de beheerder verstrekte ondernemingspaspoortgegevens;

6° "de interne databank van de beheerder": de databank die door de beheerder wordt bijgehouden met het oog op de uitgifte en vernieuwing van het ondernemingspaspoort en de controle op de geldigheid ervan;

7° "de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid": de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid bedoeld in de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

8° "de Kruispuntbank van Ondernemingen": de Kruispuntbank van Ondernemingen bedoeld in artikel I.2, 1°, van het Wetboek van Economisch Recht;

9° "de Nationale Bank van België": de Nationale Bank van België ingesteld bij de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België

10° "het Rijksregister": het Rijksregister van natuurlijke personen bedoeld in artikel 3 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van natuurlijke personen;

11° "het formulier": elk document, ongeacht de drager, dat wordt gebruikt in het kader van een administratieve procedure en dat een interne of externe gebruiker in staat stelt om een verzoek om bijstand in te dienen bij een dienst van de Waalse Overheidsdienst of een overheidsinstantie of om informatie met hen uit te wisselen;

12° "de overheidsinstantie":

a) de Waalse overheidsbestuurseenheden die onder het Waals Gewest vallen;

b) de gemeenten, provincies en andere territoriale collectiviteiten die onder het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie vallen

c) de organen die rechtstreeks afhankelijk zijn van de onder a) of b) bedoelde instellingen;

d) de entiteiten, ongeacht de vorm en aard ervan, die speciaal zijn opgericht om te voorzien in behoeften van algemeen belang en waarvan ofwel het grootste deel van de financiering afkomstig is van de onder a), b) of c) bedoelde overheidsinstanties of -organen, ofwel het beheer onderworpen is aan de controle van deze overheden of organen, ofwel meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan door deze overheden of organen is aangewezen;

e) de verenigingen gevormd door een of meer overheidsinstanties als bedoeld onder a), b), c) of d);

13° "het platform": de beveiligde en toegankelijke webtoepassing die door de beheerder wordt beheerd overeenkomstig de bepalingen en voorwaarden van dit decreet en de besluiten van de Regering genomen ter uitvoering van dit decreet en die bestemd is voor het beheer van de interne databank van de beheerder, het beheer van de databank van het ondernemingspaspoort en de interacties met de gebruikers van deze databanken en met de ondernemingen;

14° "Europese regels inzake de kwalificatie van ondernemingen": de regels vastgesteld bij de artikelen 2 en 3 van de bijlage bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard en de Aanbeveling van de Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen, alsmede alle verordeningen en aanbevelingen die door de instellingen van de Europese Unie zijn vastgesteld op grond van de bepalingen van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en die betrekking hebben op de kwalificatie van ondernemingen volgens hun omvang;

15° "de kwalificatie van de onderneming": de kwalificatie van een onderneming als micro-, kleine, middelgrote of grote onderneming, overeenkomstig de Europese regels betreffende de kwalificatie van ondernemingen;

16° "de algemene verordening gegevensbescherming": de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

HOOFDSTUK 2. — *Afleveren van het ondernemingspaspoort en aanmaak van de databank ondernemingspaspoort*

Art. 2. De beheerder aangesteld binnen de Waalse Overheidsdienst door de Regering controleert de kwalificatie van een onderneming die daarom verzoekt in toepassing van de Europese regels met betrekking tot de kwalificatie van ondernemingen in overeenstemming met dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten. De beheerder maakt gebruik van de gegevens bedoeld in artikel 9 en opgenomen in de interne database van de beheerder ingericht in hoofdstuk 3 van dit besluit. De beheerder geeft het ondernemingspaspoort af.

Art. 3. Het ondernemingspaspoort vereenvoudigt en vermindert de administratieve procedures die ondernemingen moeten doorlopen bij de verschillende diensten van de Waalse Overheidsdienst wanneer ze hun kwalificatie moeten verifiëren in overeenstemming met de Europese regels inzake de kwalificatie van ondernemingen.

De afgifte van het ondernemingspaspoort door de beheerder aan een onderneming laat toe dat de vereiste verificatie slechts één keer wordt uitgevoerd tijdens de geldigheidsduur van dit ondernemingspaspoort, onder voorbehoud van een wijziging in de situatie van de onderneming, zoals aangegeven in artikel 10, § 2.

Art. 4. Wanneer een onderneming een ondernemingspaspoort heeft, verwijzen de diensten van de Regering ernaar om de kwalificatie van de onderneming te bepalen.

Art. 5. De Regering bepaalt de voorwaarden en procedures voor de afgifte en verlenging van het ondernemingspaspoort, evenals de geldigheidsduur van het ondernemingspaspoort en de procedures voor raadpleging van de databank van het ondernemingspaspoort door de diensten van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 6. Het ondernemingspaspoort bevat de volgende informatie:

- 1° het registratienummer van de onderneming bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de handelsnaam van de onderneming als het om een rechtspersoon gaat;
- 3° de volledige naam van de onderneming in het geval van een natuurlijke persoon;
- 4° de kwalificatie van de onderneming;
- 5° de datum van afgifte van het ondernemingspaspoort;
- 6° de datum van verlenging van het ondernemingspaspoort;
- 7° de vervaldatum van het ondernemingspaspoort.

Art. 7. De overheidsinstantie die steun verleent aan ondernemingen en daartoe de kwalificatie van de betrokken onderneming controleert, kan toegang krijgen tot de databank ondernemingspaspoort om de kwalificatie van de betrokken onderneming te controleren.

De Regering bepaalt de voorwaarden en procedures voor raadpleging van de ondernemingspaspoortdatabank door de in lid 1 bedoelde overheidsinstantie, de procedures voor samenwerking met deze laatste en de voorwaarden en procedures voor toegang tot de ondernemingspaspoortdatabank door deze laatste.

HOOFDSTUK 3. — *Interne databank van de beheerder*

Art. 8. De beheerder houdt de interne databank van de beheerder bij, die alle informatie bevat die nodig is voor de volgende doeleinden:

- 1° de informatie verzamelen, verwerken en opslaan die nodig is om de onderneming die een ondernemingspaspoort aanvraagt, te kwalificeren;
- 2° een ondernemingspaspoort afgeven;
- 3° op elk moment de geldigheid nagaan van de informatie vervat in het ondernemingspaspoort overeenkomstig de artikelen 9, § 4 en 10, § 1;
- 4° de gegevens met betrekking tot de onderneming en, in voorkomend geval, het ondernemingspaspoort bijwerken overeenkomstig artikel 10, § 1 en 2;
- 5° het ondernemingspaspoort vernieuwen.

Art. 9. § 1. De beheerder verzamelt de gegevens die nodig zijn voor zijn opdracht bij de betrokken onderneming met behulp van een formulier dat beschikbaar is op het platform, evenals uit officiële openbare informatiebronnen.

§ 2 De beheerder kan de voor zijn opdracht noodzakelijke gegevens verzamelen uit de volgende authentieke bronnen:

- 1° de Kruispuntbank van Ondernemingen voor identificatie-, contact- en ondernemingsinformatiegegevens;
- 2° de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor gegevens met betrekking tot het aantal voltijdse equivalenten actief binnen de onderneming;
- 3° de Nationale Bank van België voor balansgegevens, d.w.z. de gegevens opgenomen in de documenten bekendgemaakt door de Nationale Bank van België overeenkomstig artikel 3: 75 van het Koninklijk Besluit van 29 april 2019 houdende uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- 4° de Federale Overheidsdienst Financiën met betrekking tot de fiscale gegevens van de onderneming, waaronder aangiften van directe belastingen;
- 5° het Rijksregister en de registers van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, met betrekking tot de volgende gegevens:

a) het identificatienummer van het Rijksregister bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid bedoeld in artikel 4, § 2, derde lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

- b) de volledige namen van de betrokkenen;
- c) de hoofdverblijfplaats van de betrokkenen;
- d) indien van toepassing, de datum van overlijden van de betrokken personen;
- e) de burgerlijke staat van de betrokkenen, inclusief informatie over wettelijk samenwonen;
- f) de samenstelling van het huishouden op basis van een geïdentificeerde persoon.

De beheerder is gemachtigd om het identificatienummer van het Rijksregister en het identificatienummer van de registers van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid te gebruiken en kopieën op papier of elektronische drager te maken van de informatie die in voornoemde registers wordt geraadpleegd.

De Regering kan de verzamelde gegevens als bedoeld in lid 1 nader specificeren..

§ 3. Na ontvangst van het door de onderneming ingevulde formulier kan de beheerder de onderneming vragen om alle aanvullende informatie die niet werd verstuurd in toepassing van paragraaf 2 en die nodig is om de kwalificatie van de onderneming te controleren.

§ 4. De beheerder controleert de geldigheid van de verzamelde gegevens en registreert deze in de interne databank van de beheerder.

Art. 10. § 1. § 4 De beheerder controleert de geldigheid van de verzamelde gegevens en registreert deze in de interne databank van de beheerder.

Alleen de beheerder heeft toegang tot en mag gebruik maken van de interne databank van de beheerder, en alleen om de taken uit te voeren waarvoor hij verantwoordelijk is overeenkomstig dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Ondernemingen met een ondernemingspaspoort kunnen de gegevens over hen raadplegen, die zijn opgeslagen in de interne databank van de beheerder.

§ 2 Gedurende de geldigheidsduur van haar ondernemingspaspoort moet de onderneming de beheerder in kennis stellen van elke verandering in haar situatie die van invloed kan zijn op de kwalificatie van de onderneming, alsmede van alle andere gegevens die in haar ondernemingspaspoort zijn opgenomen.

In overeenstemming met de procedures bepaald door de overheid, zal de beheerder, wanneer hij op de hoogte wordt gebracht van een dergelijke wijziging of deze ontdekt, de gepaste maatregelen nemen om de gegevens met betrekking tot de onderneming te wijzigen, te bevestigen, te vullen, te corrigeren of te verduidelijken en zal hij de onderneming op de hoogte brengen van elke hieruit voortvloeiende wijziging met betrekking tot de gegevens in het ondernemingspaspoort, de geldigheid of de verlenging ervan.

Art. 11. Een onderneming kan elke handeling verrichten of elke formaliteit vervullen die in dit decreet is voorzien door middel van een gemachtigde die zij daartoe uitdrukkelijk aanwijst.

HOOFDSTUK 4. — *Verwerking van persoonsgegevens*

Art. 12. De persoonsgegevens die worden verwerkt met het oog op het verkrijgen van het ondernemingspaspoort zijn de gegevens bedoeld in artikel 9 en die betrekking hebben op de onderneming in kwestie, haar verbonden of partnerondernemingen in de zin van de Europese regels inzake de kwalificatie van ondernemingen, haar bestuurders en haar aandeelhouders, voor zover deze personen geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke personen zijn.

De Regering kan de lijst van categorieën van betrokken personen aanpassen in geval van wijziging van de Europese regels inzake de kwalificatie van ondernemingen.

Art. 13. Elk van de ondernemingen is verantwoordelijk, in de zin van de Algemene Verordening Gegevensbescherming, voor de verwerking van persoonsgegevens die zij uitvoert, met inbegrip van de mededeling van deze gegevens aan de beheerder, in het kader van de procedures met betrekking tot haar ondernemingspaspoort.

Voordat de onderneming enige actie onderneemt met betrekking tot haar ondernemingspaspoort, informeert zij de natuurlijke personen van wie de persoonsgegevens zullen worden verwerkt als onderdeel van deze actie en van de bijbehorende administratieve procedure, in overeenstemming met de artikelen 12 tot en met 15 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

Art. 14. De beheerder is verantwoordelijk, in de zin van de Algemene Verordening Gegevensbescherming, voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van het beheer van de ondernemingspaspoortdatabank en de interne databank van de beheerder, evenals voor het gebruik ervan.

De verwerking van deze gegevens door de beheerder is noodzakelijk voor de uitvoering van de opdracht van algemeen belang waarmee hij krachtens dit besluit is belast, in de zin van artikel 6, § 1, lid 1, onder e), van de algemene verordening gegevensbescherming.

Wanneer persoonsgegevens van de betrokkene worden verzameld, informeert de beheerder de betrokkenen per automatische e-mail via het platform, in overeenstemming met de artikelen 12 en 13 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

Wanneer de persoonsgegevens niet bij de betrokkene zijn verzameld, ontvangt deze de in artikel 14, § 1 en 2, van de Algemene verordening gegevensbescherming bedoelde informatie via de tussenpersoon van de onderneming die de persoonsgegevens aan de verantwoordelijke voor de verwerking heeft meegedeeld in het kader van de in artikel 13, lid 2, bedoelde procedures. Artikel 14, § 5, a), van de Algemene Verordening Gegevensbescherming is in dit geval van toepassing.

Art. 15. De beheerder zorgt voor de beveiliging van het platform, de interne databank van de beheerder en de databank van het ondernemingspaspoort en neemt alle passende en noodzakelijke technische en organisatorische maatregelen om te voldoen aan artikel 5, lid 1, onder f), van de algemene verordening gegevensbescherming.

Art. 16. De beheerder bewaart de persoonsgegevens die zijn opgenomen in de interne databank van de beheerder en in de databank van het ondernemingspaspoort niet langer dan noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor de gegevens zijn vastgelegd en voor een periode van maximaal tien jaar na het verlopen van het laatste geldige ondernemingspaspoort waarop de gegevens betrekking hebben.

Behoudens de toepassing van andere wetgevingen verwijderd de beheerder de persoonsgegevens aan het einde van deze bewaarperiode.

De in lid 1 vermelde termijnen worden opgeschort in geval van gerechtelijke of administratieve procedures waarbij het Waals Gewest betrokken is en die betrekking hebben op gegevens die door de beheerder van de gegevensverwerking worden verwerkt, totdat alle rechtsmiddelen zijn uitgeput.

Art. 17. De beheerder en elk van zijn functionarissen die deelnemen aan het verzamelen, raadplegen, mededelen, gebruiken of anderszins verwerken van persoonsgegevens die in de formulieren, het platform, de interne databank van de beheerder en de Ondernemingspaspoort-databank zijn opgenomen of kunnen worden opgenomen, zijn verplicht tot geheimhouding van die gegevens en zijn verplicht tot strikte geheimhouding daarvan, buiten de uitoefening van hun functie.

HOOFDSTUK 5. — *Opheffingsbepaling*

Art. 18. Afdeling 3 van HOOFDSTUK I, bevattende artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Zonder de algemene draagwijdte van de bepalingen van dit decreet te wijzigen, is de Regering bevoegd om dit decreet aan te passen om het in overeenstemming te brengen met de Europese regels inzake de kwalificatie van ondernemingen naar aanleiding van een wijziging van deze regels.

Art. 20. Dit decreet treedt in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De Regering kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 november 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1459 (2023-2024) Nrs. 1 tot 5

Volledig verslag, plenaire vergadering van 29 november 2023

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/200170]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre organique du personnel de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée,

l'article 87;

Vu le décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, l'article 11, § 1^{er}, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 janvier 2014 fixant le cadre organique du personnel de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 juin 2023;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 juin 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2023;